



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241223-lmc1359597-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 24 décembre 2024
Date de publication : 26/12/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7

OBJET DE LA DECISION

N° 24/719

**24CONV10- CONVENTION
POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON -
TRAVAUX D'ENTRETIEN ET
DE REHABILITATION DES
OUVRAGES MARITIMES ET
DES PLANS D'EAU GERES
PAR LA METROPOLE TPM ET
LA VILLE DE TOULON**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/719

BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024

**O B J E T : 24CONV10- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET
DE REHABILITATION DES OUVRAGES MARITIMES ET
DES PLANS D'EAU GERES PAR LA METROPOLE TPM
ET LA VILLE DE TOULON**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que les travaux portant sur l'entretien et la réhabilitation des ouvrages maritimes et des plans d'eau concernent à la fois la compétence métropolitaine (domaine portuaire et ses ouvrages maritimes) et la compétence communale de la ville de Toulon (domaine des plans d'eau),

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes afin de bénéficier de l'expérience des services de la métropole dans le domaine considéré pour la rédaction des pièces techniques du marché,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, cette dernière étant coordonnateur du groupement,

CONSIDERANT que le groupement de commandes donnera lieu à un accord cadre d'une durée de quatre ans fermes,

CONSIDERANT que les masses sont réparties entre la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la façon suivante :

- Pour la Métropole TPM (Antenne Toulon/Le Revest)

Masse minimum pour 4 ans: 8 000 000 euros HT,

Masse maximum pour 4 ans: 40 000 000 euros HT,

- Pour la commune de Toulon

Masse minimum pour 4 ans : 2 000 000 euros HT,

Masse maximum pour 4 ans : 4 000 000 euros HT,

CONSIDERANT que le total estimatif pour le groupement de commandes est 26 200 000 € HT dont 23 500 000 € HT pour la Métropole TPM et 2 700 000 € HT pour la Commune de Toulon.

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commande relatif aux travaux d'entretien et de réhabilitation des ouvrages maritimes et des plans d'eau gérés par la métropole TPM et la ville de Toulon.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes ci-annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**24CONV10- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2113-6 DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE**

**TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REHABILITATION DES
OUVRAGES MARITIMES ET DES PLANS D'EAU GERES
PAR LA METROPOLE TPM ET LA VILLE DE TOULON**

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	4
3 – DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	6
5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	7
6 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	7
7 - FINANCEMENT - INDEMNISATION DES FRAIS	7
8 - DURÉE DU GROUPEMENT	7
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	8
10 - MESURES CORRECTIVES - RESILIATION	8
11 - LITIGES	8

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau métropolitain n°.....en date dudéposée à la Préfecture du Var le

Ci-après désignée T.P.M.

Et

La Commune de Toulon, représentée par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°en date dudéposée à la Préfecture du Var le, et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Ci-après désignée la Commune de Toulon

PRÉAMBULE

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code la Commande Publique concernant les travaux d'entretien et de réhabilitation des ouvrages maritimes et des plans d'eau gérés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Commune de Toulon.

Le groupement est rendu pertinent par le fait qu'une partie des prestations concerne la compétence métropolitaine (domaine portuaire et ses ouvrages maritimes) et une autre concerne la compétence communale (le domaine des plans d'eau).

La commune de Toulon souhaite recourir à un groupement de commandes afin de bénéficier de l'expérience des services de la Gestion Technique Patrimoniale de la direction des Ports de la Métropole dans le domaine considéré, pour la rédaction des pièces techniques du marché

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la Commande Publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexe n°1.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de travaux d'entretien et de réhabilitation des ouvrages maritimes et des plans d'eau gérés par la Métropole TPM et la ville de Toulon en 2 lots, passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) et R. 2161-2 à R. 2161-5 (AO ouvert) du Code de la commande publique. » :

Lot 1 : Travaux sur sites continentaux

Lot 2 : Travaux sur sites insulaires

Ce groupement de commandes ne concerne que le lot 1 - Travaux sur sites continentaux

Le marché a pour objet de faire assurer par le titulaire du marché et pour le compte du groupement de commandes constitué de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de la commune de Toulon, les travaux maritimes et portuaires relatifs à l'entretien et de réhabilitation exécutés sur les ouvrages métalliques, béton et maçonnerie ainsi que sur les équipements connexes sur les sites portuaires.

Les travaux consistent essentiellement :

➤ **Sur les quais et les appontements :**

- Les réparations d'affouillement de quai,
- Les réparations de parement de quai en béton, en maçonnerie ou métallique,
- La fourniture et la pose de pontons flottants, de passerelles d'accès et de bracons,
- La fourniture et la pose d'équipements d'amarrage ou d'accostage,
- Les réparations de platelages.

➤ **Sur les jetées :**

- Le confortement de carapace d'enrochements,
- Les réparations de maçonnerie de moellons sur perré maçonné,
- La réparation de parements en béton armé.

➤ **Sur les terre-pleins :**

- Les réparations de poutres de couronnement,
- Les réparations de revêtements.

➤ **Sur les plans d'eau portuaire :**

- Les systèmes de mouillages (corps morts, chaînes mères, ...),
- La correction du fond bathymétrique,
- La réalisation d'inspections d'ouvrages maritimes,
- La réalisation de prélèvements de sédiments et leurs analyses par un laboratoire agréé.

Ce marché sera conclu pour une durée ferme de 4 ans.

Les masses sont réparties entre la Commune et la Métropole TPM de la manière suivante:

Lot 1 : Travaux sur sites continentaux

- Métropole TPM :
Masse minimum pour 4 ans: 8 000 000 € HT
Masse maximum pour 4 ans : 40 000 000 € HT
- Commune de Toulon :
Masse minimum pour 4 ans: 2 000 000 € HT
Masse maximum pour 4 ans : 4 000 000 € HT

L'estimation du lot 1 pour les 4 années du marché est de 26 200 000 € HT dont 23 500 000 € HT pour la Métropole TPM et 2 700 000 € HT pour la Commune de Toulon.

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commandes est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si la maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole « Toulon Provence Méditerranée ».

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché puis de procéder à son exécution au nom et pour le compte des autres membres.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon, après avoir questionné les candidats si nécessaire ;
- Organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats non retenus ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Signer les marchés au nom des membres du groupement et les transmettre au contrôle de légalité ;
- Notifier les marchés au nom des membres du groupement ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

À l'issue de la notification, chaque membre du groupement sera chargé d'exécuter son propre marché.

Les obligations des membres sont détaillées à l'article 6 de la présente convention.

5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- Exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- Exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, exécution des travaux)
- Exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, modification de contrat ...).

7 - FINANCEMENT - INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation — avis d'attribution) sont à la charge de la Métropole.

8 - DURÉE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée du marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la fin anticipée du marché entraîne la résiliation de la présente convention. Cette résiliation du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en

sont d'accord. De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non reconduction du marché.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatifs concernant le marché.

10 - MESURES CORRECTIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Le constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 - LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

Pour la Commune de Toulon, L'Adjoint au Maire, Robert CAVANNA	Pour la Métropole TPM, Le Président, Jean-Pierre GIRAN
---	--